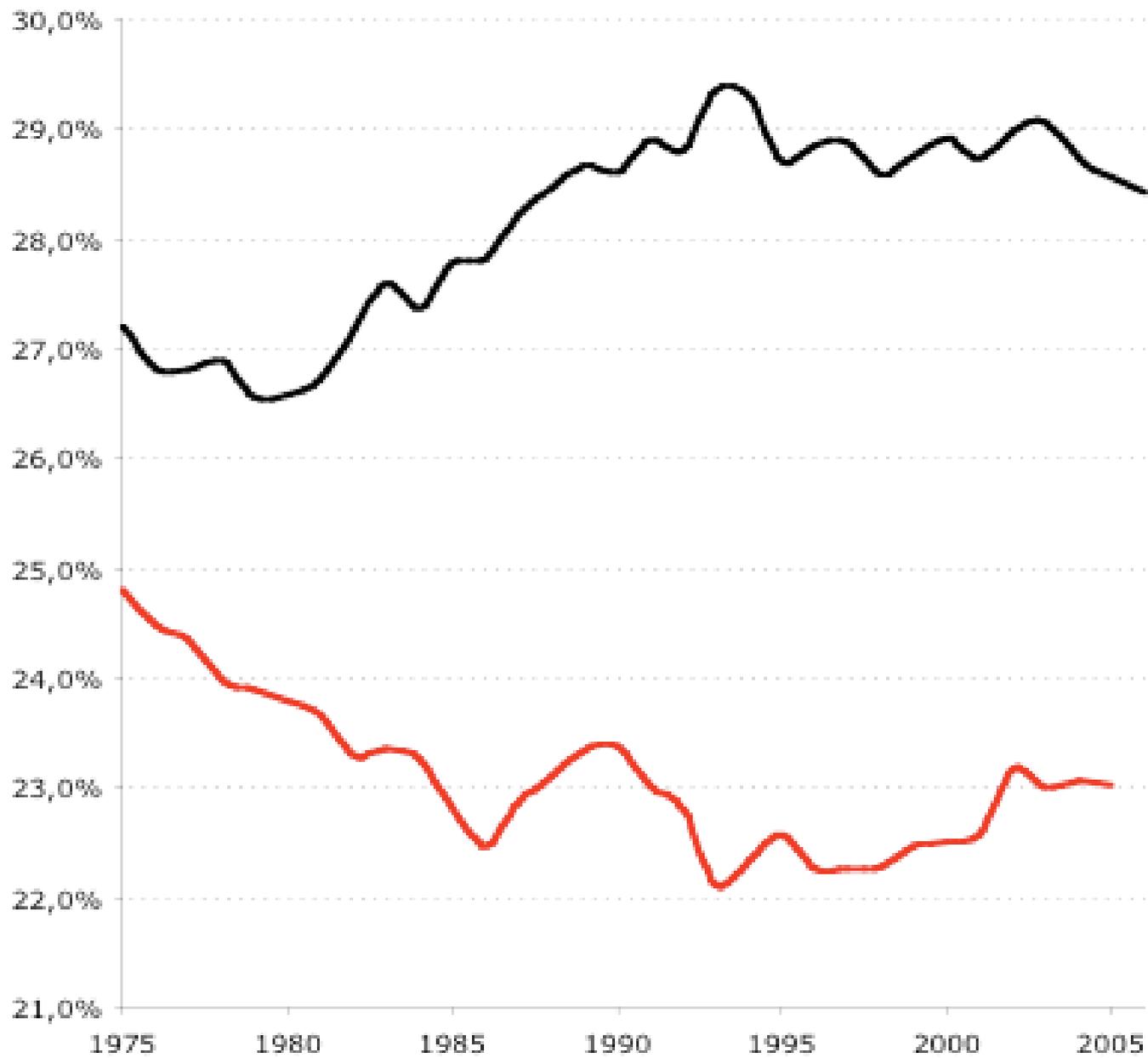
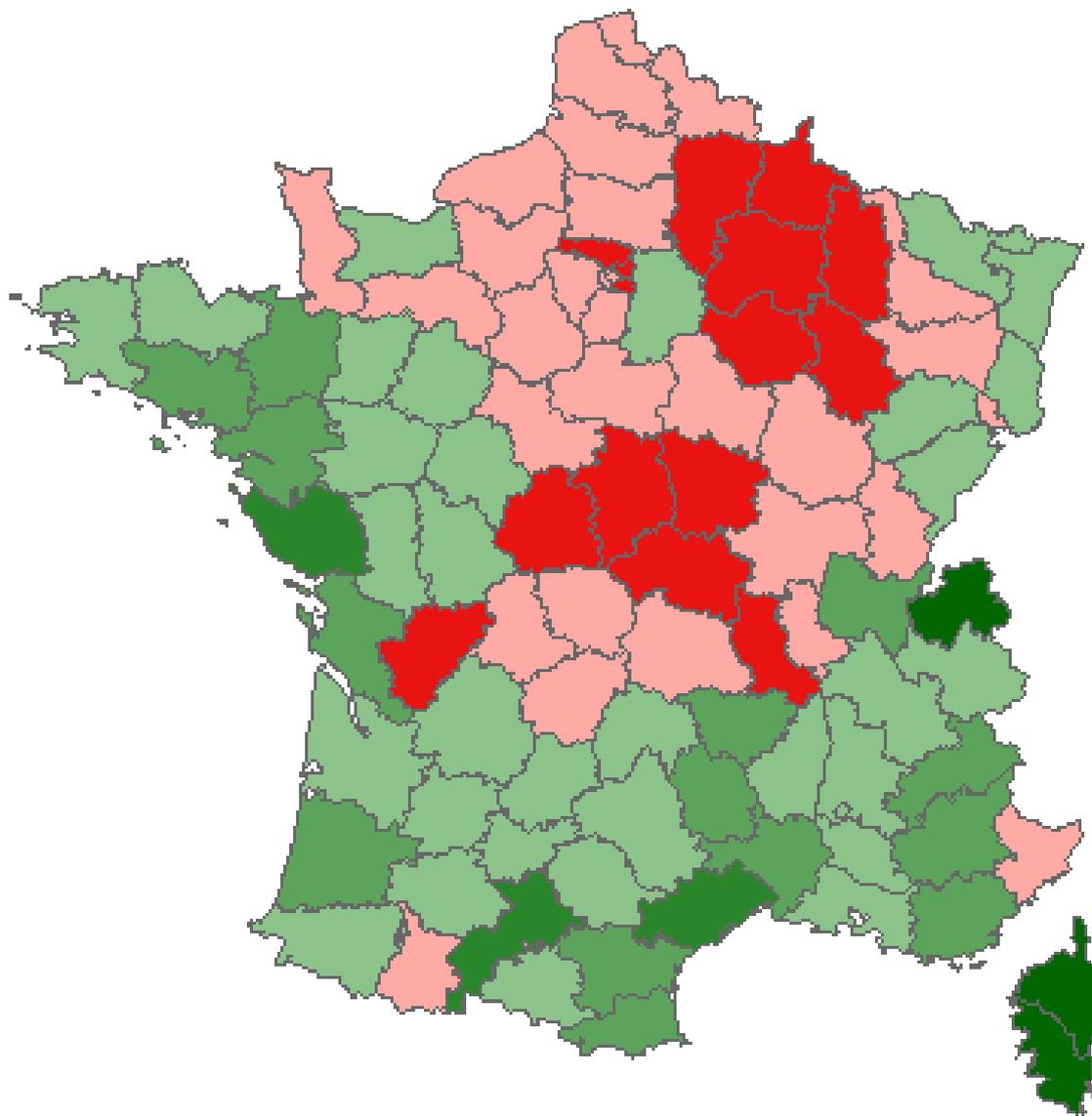


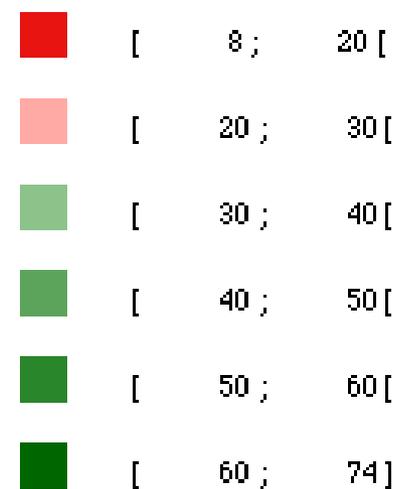
# Les SPR productivo-résidentiels



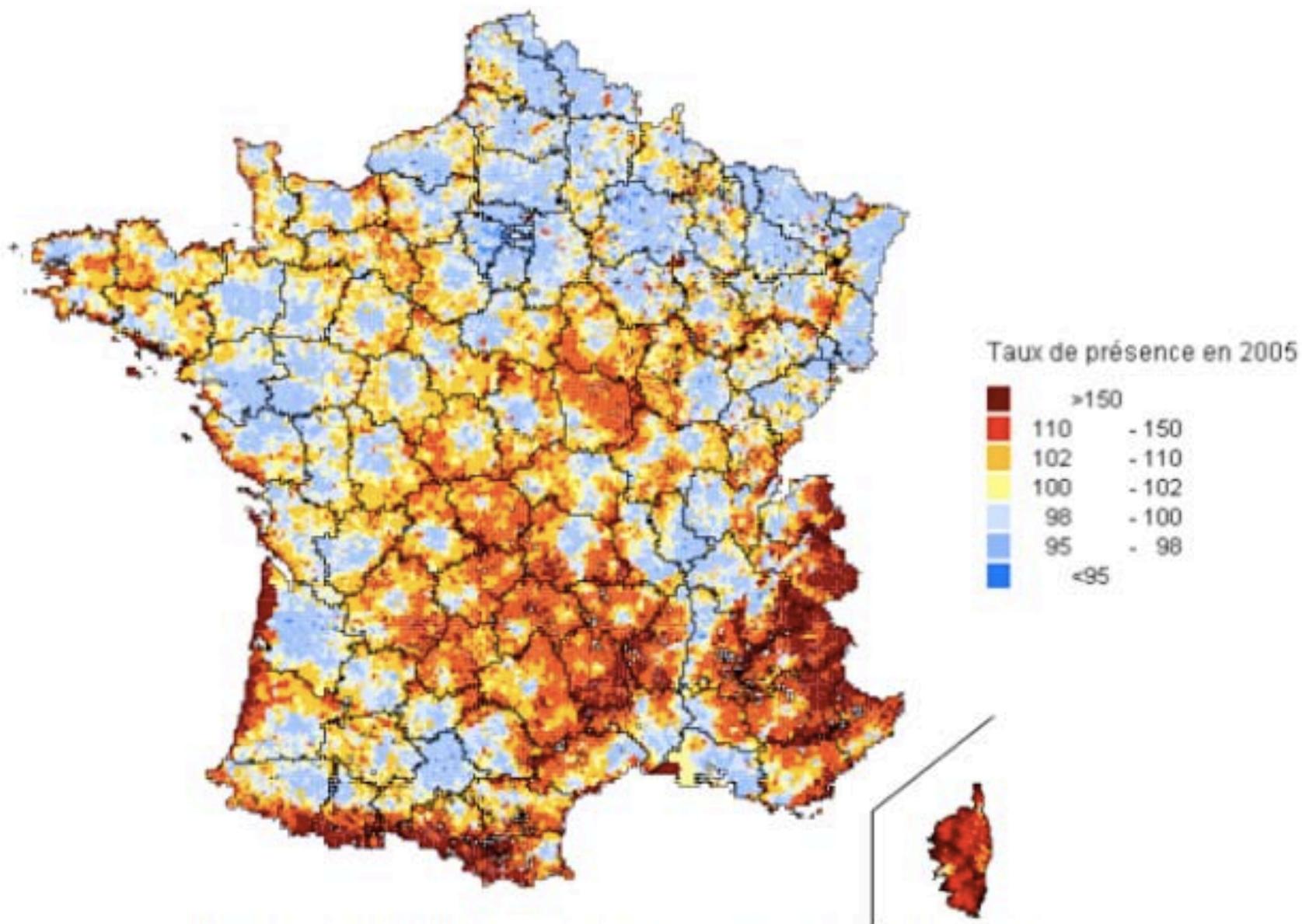
— IdF en % PIB Fce Mètre — RevDispoBrut en % Fce mètre



Volume revenu. Var. 1990-2004 en %

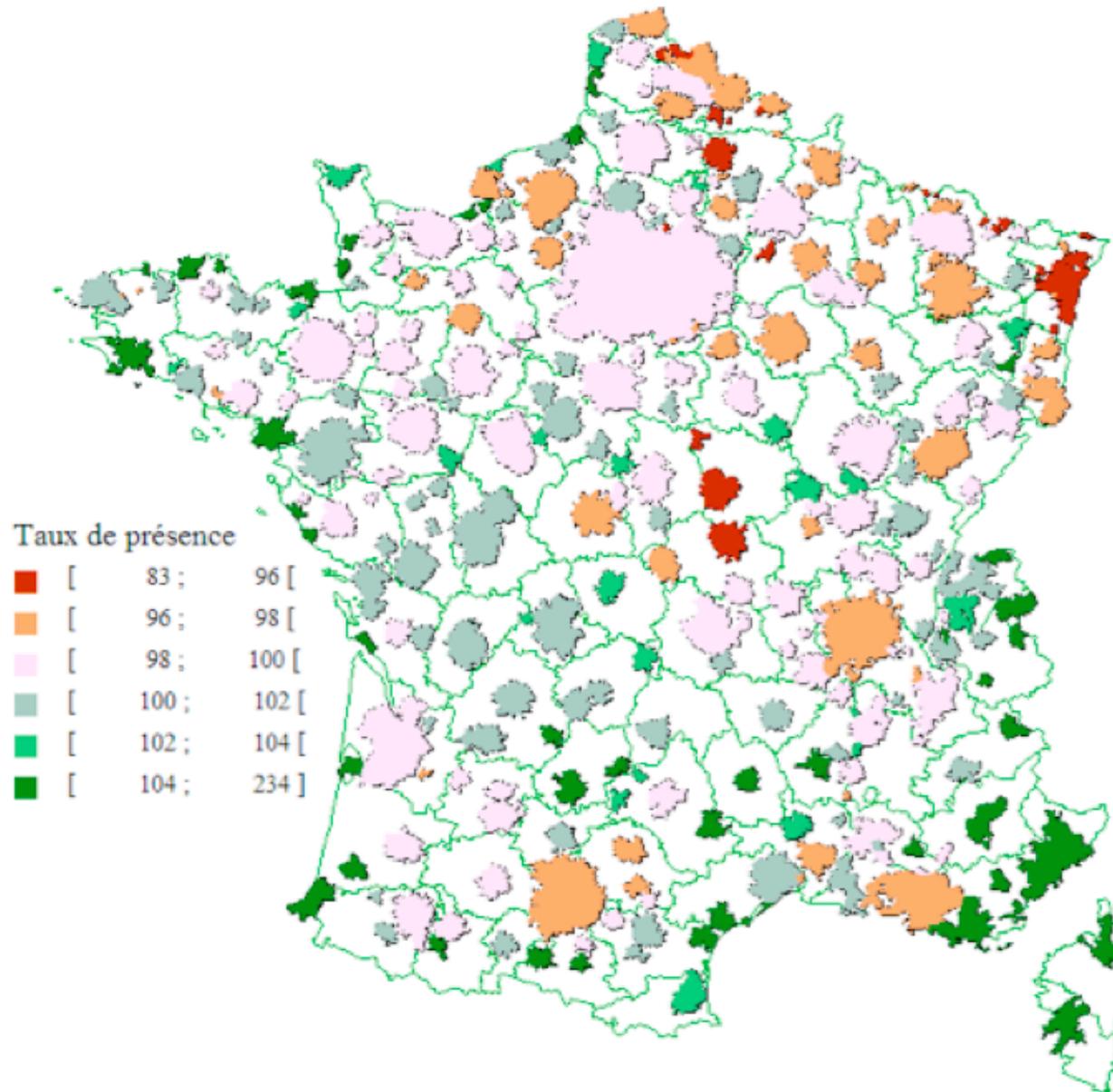


# VOL REVENU



*Sources: calculs de l'Oeil d'après données du ministère de tourisme*

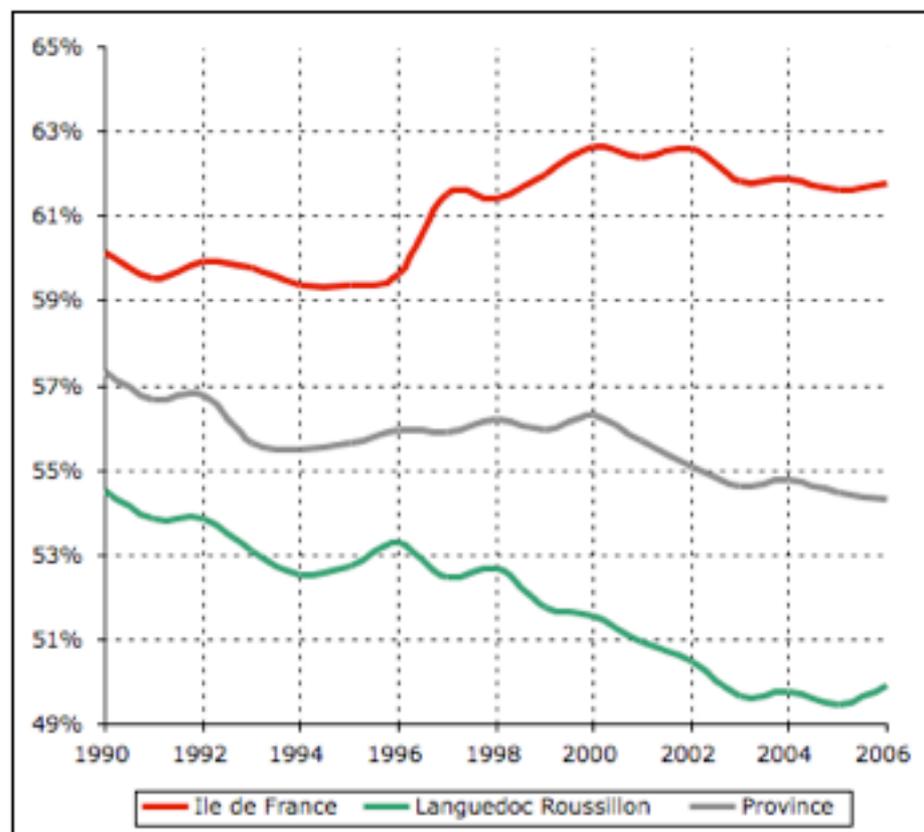
Carte I-A-11: Taux de présence de population dans les aires urbaines en 2005 (en %)  
(le taux de présence = population présente / population recensée)



Source : calculs de l'Oeil d'après données du ministère du tourisme

# La prime à l'économie résidentielle?

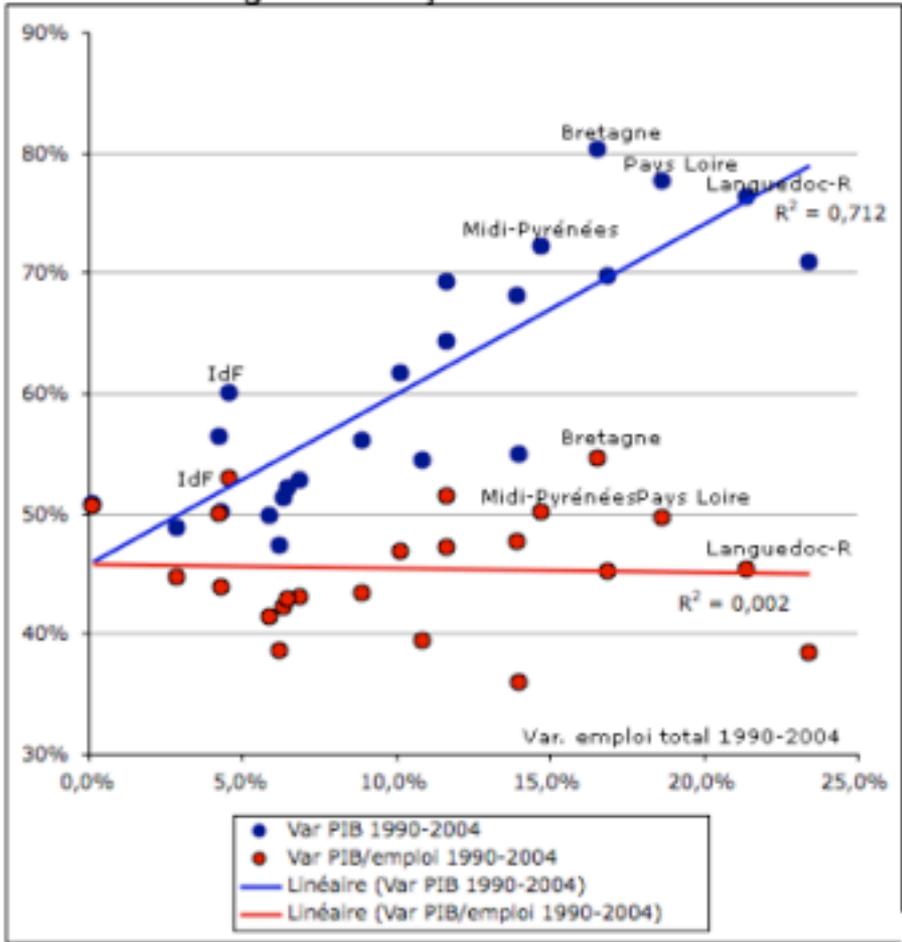
Grphe 0-4 : La part de la valeur ajoutée des secteurs exposés dans la VA totale de l'Ile de France, du Languedoc-Roussillon et de la Province. 1990-2006.



*Source : d'après Insee  
Davezies L. (2009), déjà cité.*

# La prime à l'économie résidentielle?

Graphe 0-5: Variations du PIB, du PIB par emploi et de d'emploi dans les régions françaises, 1990-2004



Source : d'après Insee - Davezies L. (2009), déjà cité.

***Le tourisme des étrangers - mais aussi des Français- un apport net significatif et de plus en plus important à la « croissance de l'offre » française***

Touristes étrangers: 1,5 million d'hommes-années, 35% des nuitées touristiques, 35 milliards d'euros de dépenses (près de 2 points de PIB)

Sans la balance du tourisme , un déficit deux fois plus important

**Tableau 0-6 : Solde extérieur de la balance des paiements française à prix courants. Total et tourisme**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>33,6</b>	<b>34,6</b>	<b>43,0</b>	<b>23,8</b>	<b>29,1</b>	<b>21,0</b>	<b>13,0</b>	<b>10,0</b>	<b>- 10,9</b>	<b>- 12,3</b>	<b>-22,3</b>
Biens	24,0	22,4	16,5	- 3,6	3,9	8,0	2,9	- 3,8	- 22,5	- 29,4	-39,7
Services	14,9	15,6	17,5	21,5	19,9	18,2	14,0	13,3	13,3	9,9	10,9
<i>Dont : transports</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>- 2,9</i>	<i>- 3,4</i>	<i>- 3,9</i>	<i>-3,1</i>
<b>Tourisme (ligne Voyages) solde</b>	<b>8,9</b>	<b>9,8</b>	<b>12,0</b>	<b>14,1</b>	<b>13,6</b>	<b>13,6</b>	<b>11,6</b>	<b>13,2</b>	<b>10,8</b>	<b>12,1</b>	<b>12,8</b>
dépenses	15,6	16,7	17,4	19,2	20,1	20,6	20,7	23,2	24,5	24,8	26,8
recettes	24,5	26,5	29,4	33,3	33,7	34,2	32,3	36,4	35,4	36,9	39,6

*Source : Direction du Tourisme d'après Banque de France*

***Le tourisme des étrangers - mais aussi des Français- un apport net significatif et de plus en plus important à la « croissance de l'offre » française***

**Tableau 0-7 : les dépenses de touristes étrangers abondent les bases productives (données 2005-2006)**

	Bases productives / bases totales	Bases "de croissance" / bases totales	part des touristes étrangers dans "bases de croissance"	Dépenses des touristes étrangers	Dépenses des touristes français	Dépenses des touristes étrangers par habitant
Ile de France	35%	41%	17%	10 027 544 213	4 294 455 787	876
Champagne-Ardenne	24%	27%	14%	478 557 125	629 933 623	358
Picardie	21%	23%	11%	499 826 331	608 973 669	266
Haute-Normandie	24%	26%	8%	398 797 605	987 202 395	221
Centre	22%	24%	10%	664 662 674	2 107 337 326	266
Basse-Normandie	19%	23%	25%	797 595 209	1 974 090 647	552
Bourgogne	20%	23%	17%	638 076 167	1 586 181 421	393
Nord-Pas-de-Calais	22%	25%	16%	1 462 257 883	1 309 742 117	363
Lorraine	21%	23%	10%	531 730 139	1 316 065 203	228
Alsace	29%	36%	27%	1 728 122 953	674 277 047	957
Franche-Comté	25%	27%	8%	265 865 070	1 120 134 930	233
Pays-de-la-Loire	24%	27%	10%	974 838 589	4 107 161 411	287
Bretagne	19%	23%	22%	1 568 603 911	3 882 996 089	512
Poitou-Charentes	18%	21%	16%	584 903 153	2 464 296 847	343
Aquitaine	18%	22%	25%	1 674 949 939	4 149 650 173	544
Midi-Pyrénées	18%	22%	22%	1 302 738 842	3 224 861 158	476
Limousin	16%	18%	14%	194 967 718	821 432 282	269
Rhône-Alpes	25%	31%	23%	4 267 134 369	5 607 317 767	716
Auvergne	17%	20%	17%	478 557 125	2 016 242 875	359
Languedoc-Roussillon	10%	19%	78%	2 623 202 021	4 214 397 979	1 051
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15%	24%	58%	5 657 608 683	6 631 591 317	1 191
Corse	9%	32%	241%	1 063 460 279	784 539 721	3 840

*Note : les « bases de croissance » désignent la somme des bases productives et des dépenses touristiques des étrangers.*

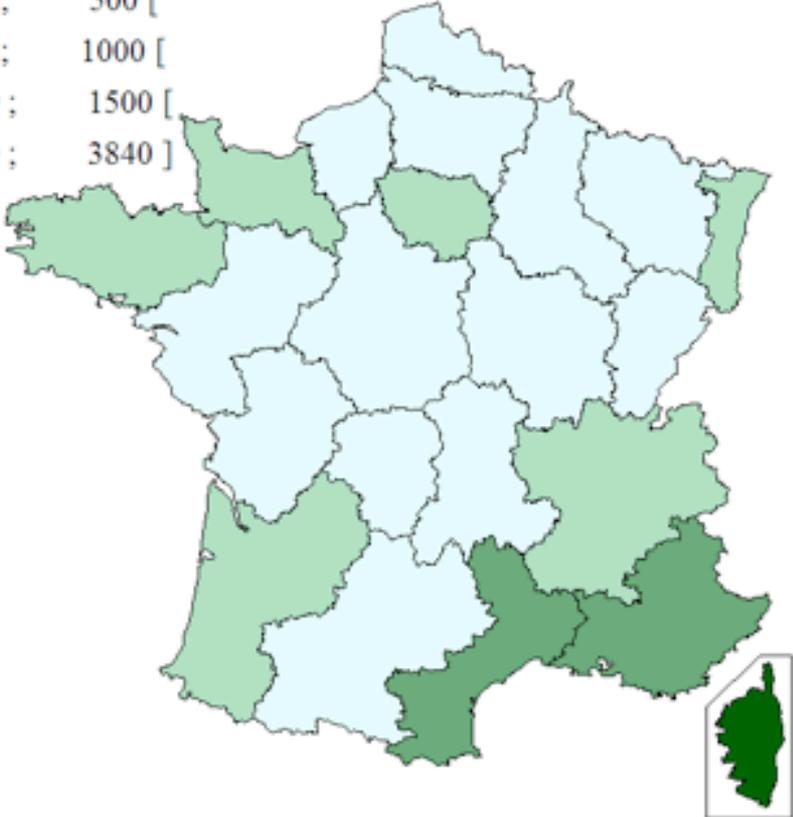
*Source : Calculs de l'Oeil et Direction du Tourisme*

*Le tourisme des étrangers - mais aussi des Français- un apport net significatif et de plus en plus important à la « croissance de l'offre » française*

**Carte 0-8 : Les dépenses des touristes étrangers 2005 par habitant 2006**

Dépenses de touristes étrangers par hab. 2006

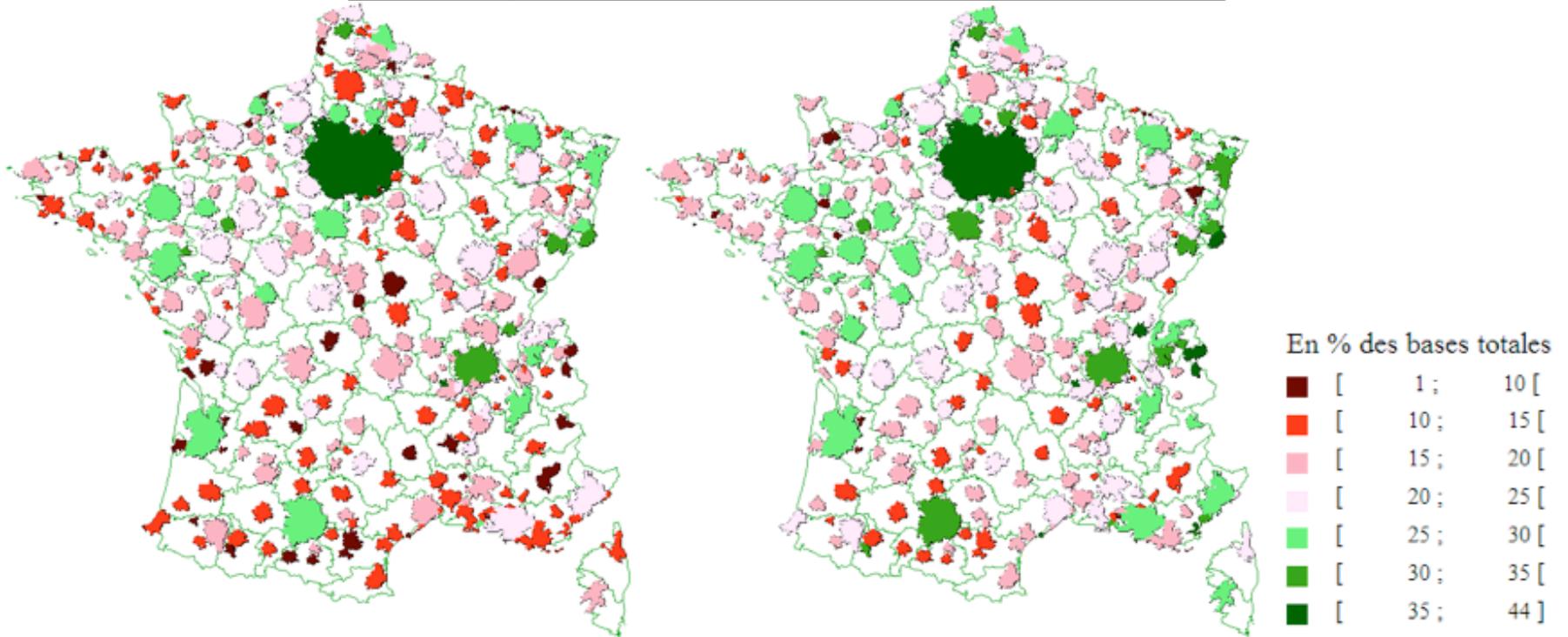
- [ 221 ; 500 [
- [ 500 ; 1000 [
- [ 1000 ; 1500 [
- [ 1500 ; 3840 ]



*Source : calculs de l'Oeil d'après Direction du Tourisme, Insee,...*

# *Le tourisme des étrangers - mais aussi des Français- un apport net significatif et de plus en plus important à la « croissance de l'offre » française*

## Cartes 0-10 : le poids des bases productives et des bases « de croissance » dans les bases économiques totales des aires urbaines. 2005-2006



***bases productives***

***bases « de croissance »***

*Note : les « bases de croissance » désignent la somme des bases productives et des dépenses touristiques des étrangers*

*Source : Calculs de l'Oeil et Direction du Tourisme*

*Le tourisme des étrangers - mais aussi des Français- un apport net significatif et de plus en plus important à la « croissance de l'offre » française*

Qu'en serait-t-il, si comme ceux des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays Bas ou la Belgique, une part majeure de nos ressortissant partait à l'étranger ? **600 000 Français-années ont dépensé 25 milliards d'euros à l'étranger en 2005. Il suffirait que 250 000 autres, de même niveau de revenu et de dépense, décident de préférer des destinations étrangères à nos sites nationaux pour que notre balance touristique devienne négative !** Si la Corse est mieux capable que la Sardaigne d'attirer un Parisien, elle contribue positivement à la croissance du pays. de l'ordre de 75% des allemands qui partent en vacances les prennent à l'étranger.

# ***L'économie résidentielle permet de « recycler » les actifs les moins qualifiés***

... pertes d'emplois massives dans l'industrie (réduction d'un peu plus d'un million d'emplois dans la « fabrication » entre 1982 et 2006), mais aussi dans l'agriculture (réduction de 940 000 emplois sur la même période). Les pertes d'emploi de commerçants et d'artisans, non salariés, ont également été sévères, mais elles ont été largement compensées, dans les mêmes fonctions productives par une modernisation et une montée du salariat. Les principales compensations, en termes de création nettes d'emploi, sont venues des **fonctions liées à la présence des populations : « santé action sociale » : + 1,1 million d'emploi, « services de proximité » : +1 million d'emplois, « administration publique » : + 860 000 emplois... (mais aussi, dans le registre de la compétitivité, plus d'un million de cadres des fonctions « métropolitaines »). Les emplois de l'hôtellerie et de la restauration ont littéralement explosé. Ce grand basculement de l'emploi des activités de la production matérielle vers les activités de services a permis et de reclasser une grande partie de la population active et de la faire passer de secteurs fortement exposés au marché mondial vers des secteurs protégés. La casse a ainsi été limitée. Plus, ces changements pourtant dramatiques n'ont pas empêché que l'emploi du pays progresse plus rapidement que sa population : entre 1982 et 2006, le nombre d'emploi progresse de 14,5% et celui des habitants de 13%.**

# *L'économie résidentielle permet de « recycler » les actifs les moins qualifiés*

Le Languedoc-Roussillon, économie parasitaire ? c'est un point de vue, mais un très léger décalage de l'angle d'analyse permet de voir que **l'accueil de populations pauvres dans la région, comparable à celle du Nord-Pas-de-Calais, s'accompagne du meilleur taux de retour à l'emploi des Rmistes des régions françaises**. Les territoires résidentiels, en bref, ont eu ces dernières années et auront encore à l'avenir une fonction sociale majeure.

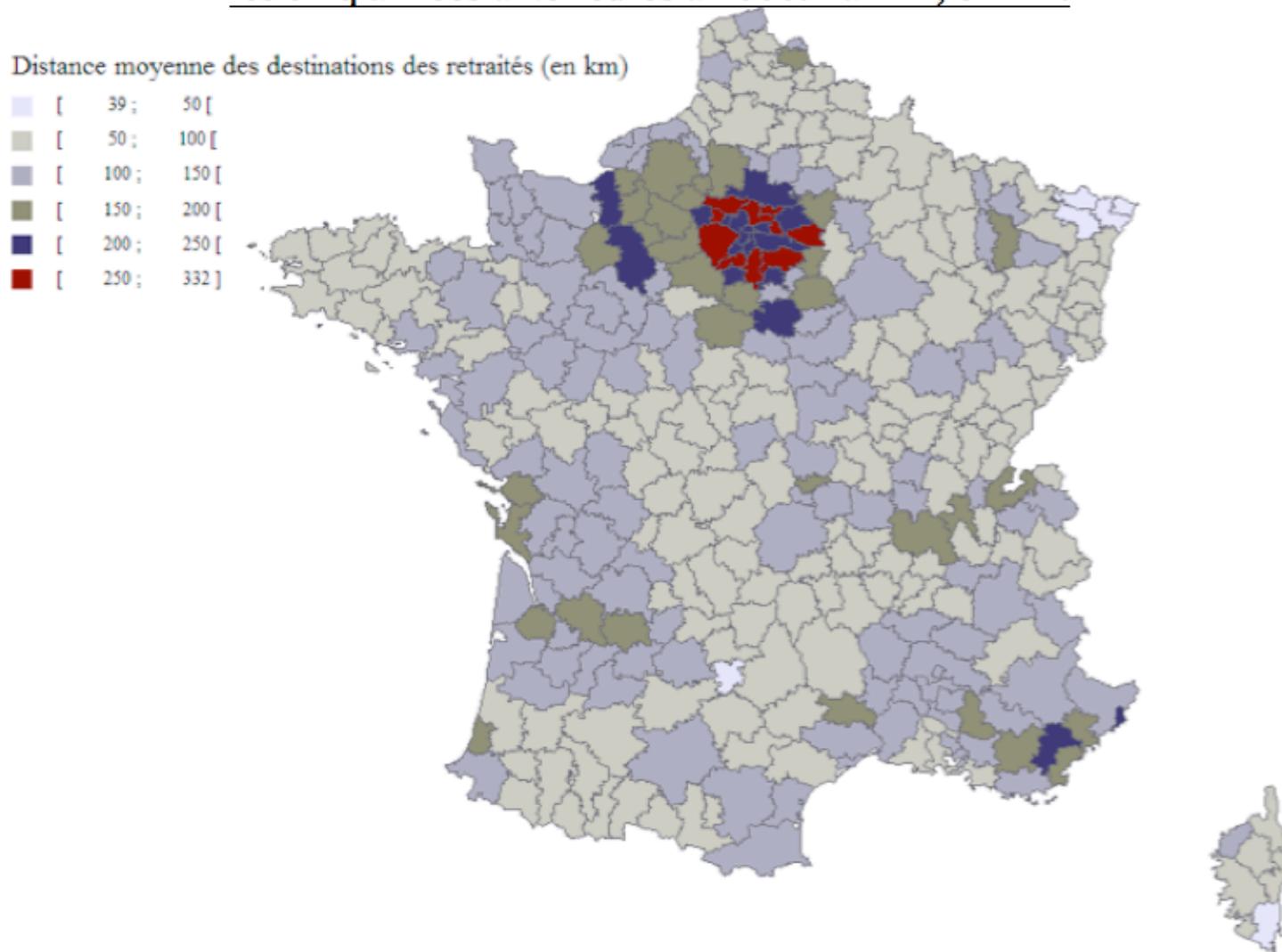
# ***L'économie résidentielle pénalise-t-elle l'économie productive ?***

**On peut cependant penser qu'il n'y a pas trop d'économie résidentielle mais plutôt pas assez d'économie compétitive.** La panne de compétitivité de l'industrie et des services français (tableau 0-6) n'est pas imputable à ce qu'il se passe dans le Languedoc-Roussillon et encore moins, au contraire, à Saint-Tropez. Le poids des bases résidentielles est dans beaucoup d'endroits particulièrement élevé, par rapport à ce que sont les bases productives. Les réduire améliorerait certes leur ratio mais ne ferait pas augmenter d'un cent leurs bases productives !

# Les trois flux résidentiels entre nos territoires

- navettes
- retraités
- résidences secondaires

Carte I-B-8: Distance moyenne de destination des retraités ayant quitté leurs communes dans les cinq années antérieures à 2006. Par ZE, en km.

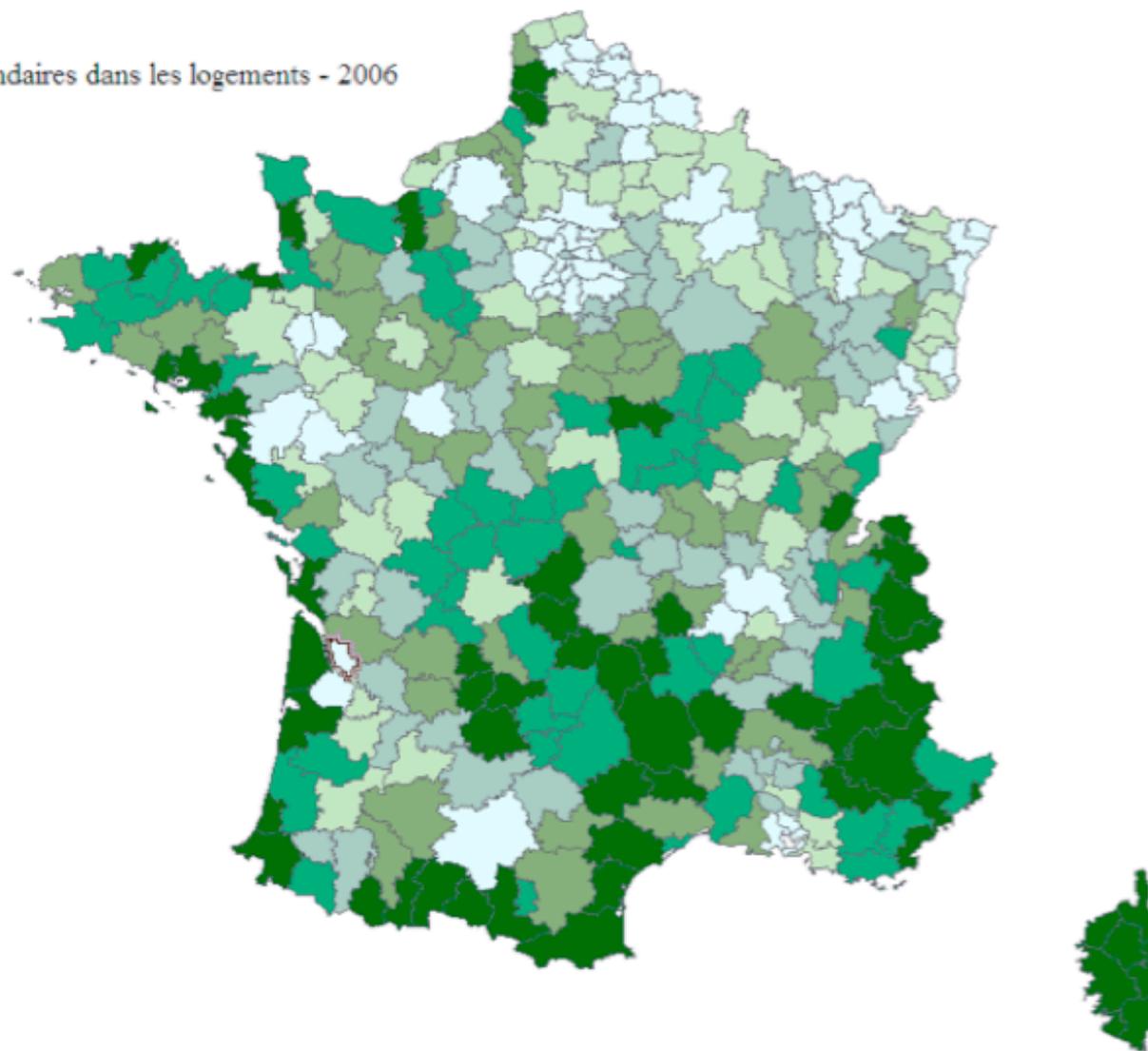


*Source: d'après Insee*

Carte I-B-9: Part des résidences secondaires dans les logements. ZE, 2006, en %

Part des résid. secondaires dans les logements - 2006

[	0;	3[
[	3;	5[
[	5;	9[
[	9;	13[
[	13;	20[
[	20;	64]

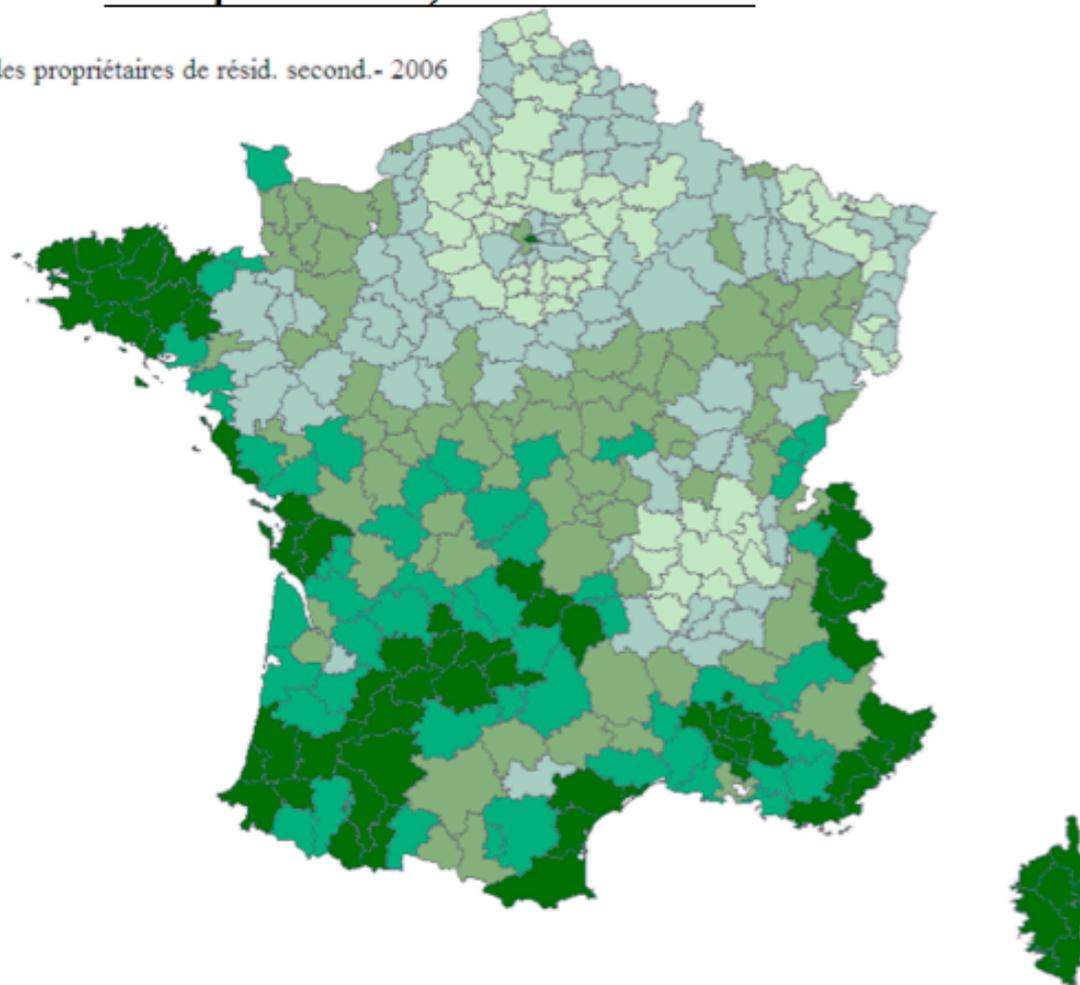


Source: d'après Filocom-SOeS 2007

Carte I-B-11: Distance moyenne des propriétaires des résidences secondaires des zones d'emploi. 2006, en kilomètres.

Distance moyenne des propriétaires de résid. second.- 2006

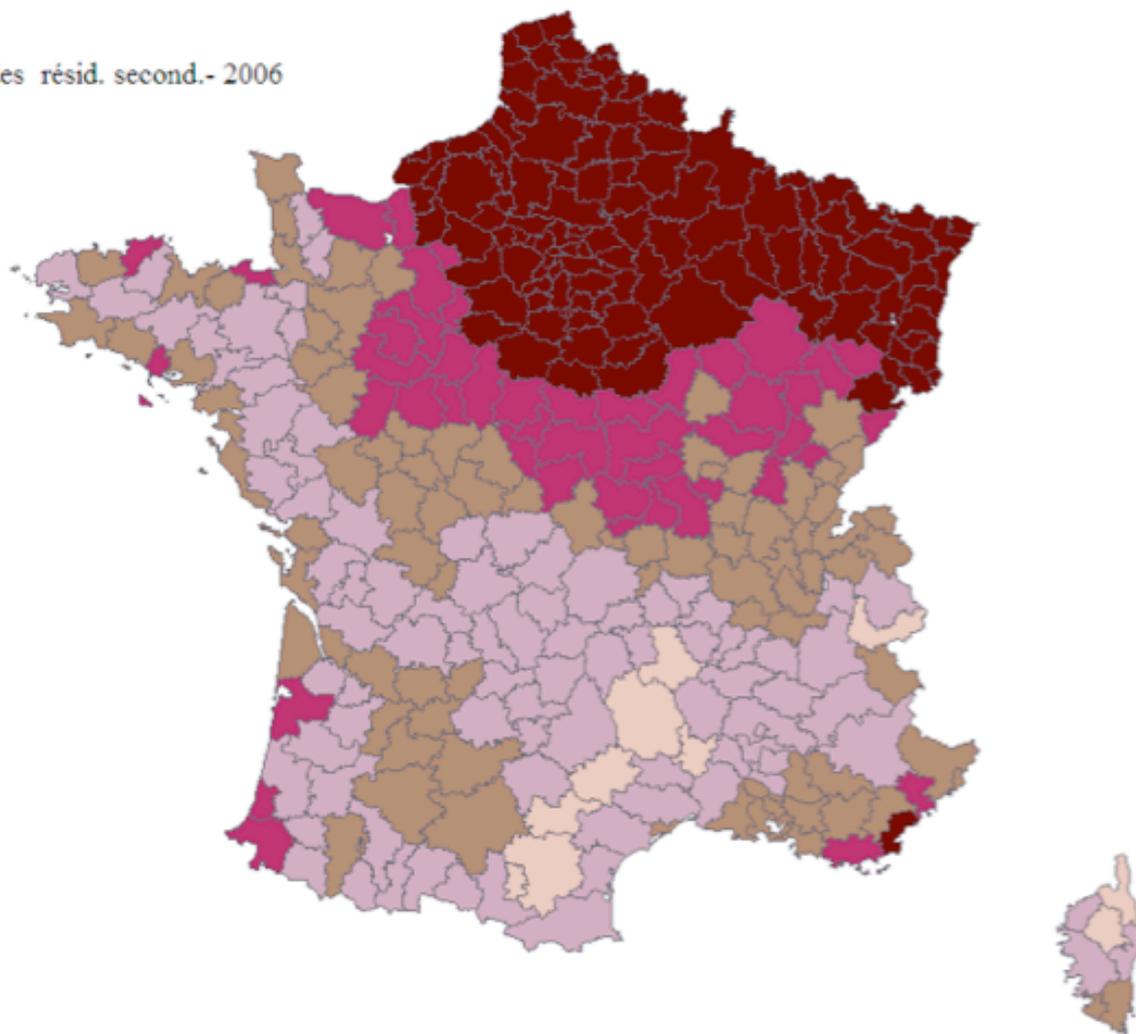
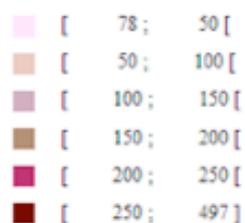
□	[ 63 ; 50 [
□	[ 50 ; 100 [
□	[ 100 ; 150 [
□	[ 150 ; 200 [
□	[ 200 ; 250 [
□	[ 250 ; 575 ]



Source: d'après Filocom-SOeS 2007

Carte I-B-12: Distance moyenne des résidences secondaires des propriétaires des zones d'emploi. 2006, en kilomètres.

Distance moyenne des résid. second.- 2006

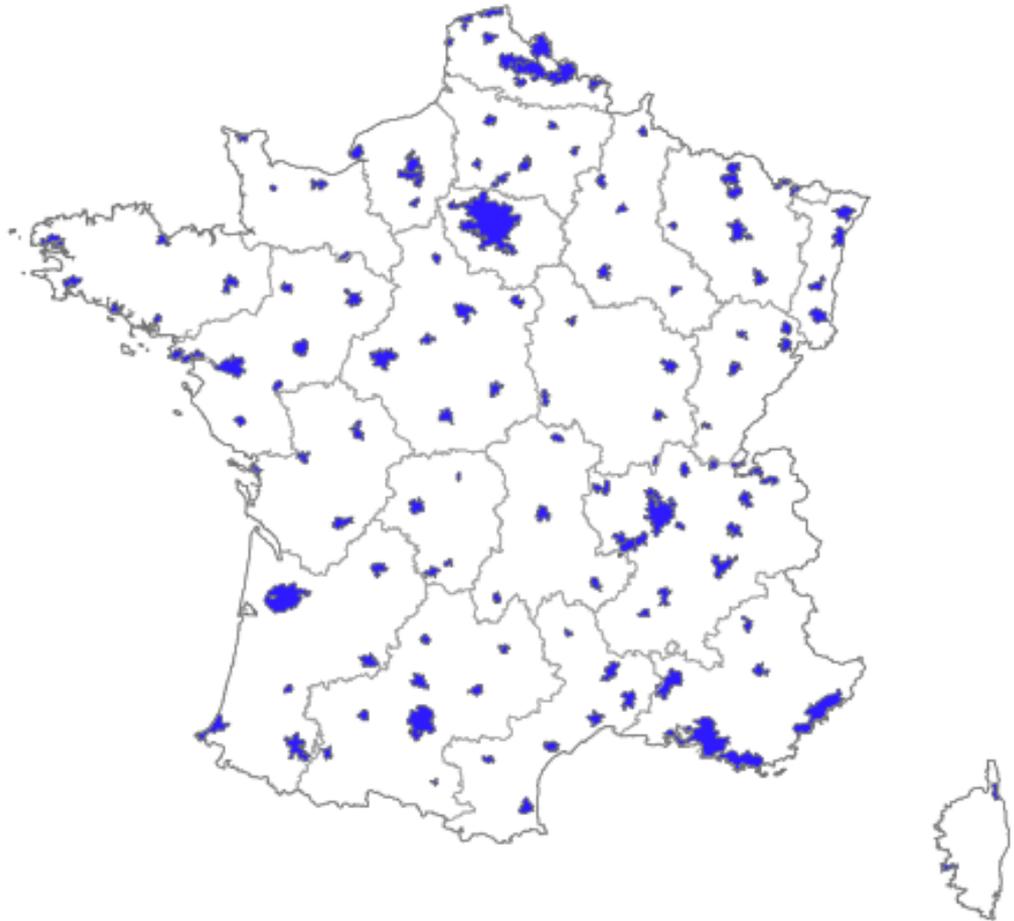


Source: d'après Filocom-SOeS 2007



# Les systèmes productivo-résidentiels

Carte II-A-1 : Les 131 unités urbaines retenues comme territoires émetteurs de flux résidentiels



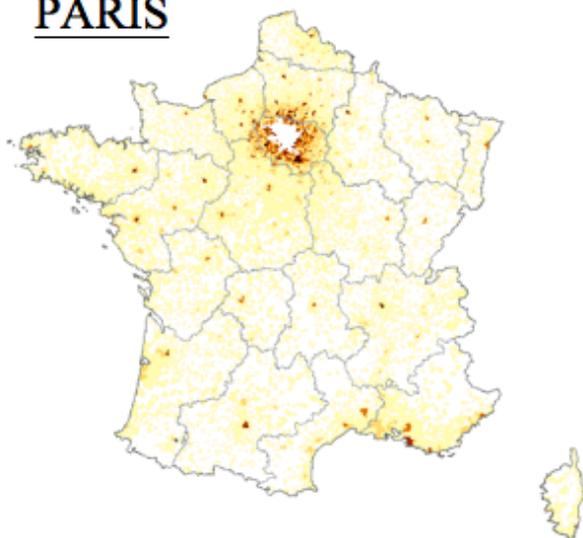
*Source : L'CEIL, d'après Insee*

	Total 131 UU	131 UU en % France métr.	UU de Paris	UU de Paris en % France	Total 130 UU	130 UU en % France	Reste du pays	Reste dupays en % France	France
Emplois de cadres Prof. intel. sup. au en 2006	3 092 245	79%	1 409 558	36%	1 682 688	43%	824 547	21%	3 916 792
Emplois salariés-Appareil Productif (Insee)	4 936 217	65%	1 860 302	25%	3 075 915	41%	2 653 638	35%	7 589 855
Total Cadres Fonctions Métro (Insee) 2006	1 866 997	82%	982 917	43%	884 079	39%	422 056	18%	2 289 053
Population 2006	31 794 177	52%	10 142 977	17%	21 651 200	35%	29 596 274	48%	61 390 451
Population 1975	28 401 542	54%	8 981 016	17%	19 420 526	37%	24 190 042	46%	52 591 584
superficie (en km2)	27 239	5%	2 723	1%	24 516	5%	516 726	95%	543 965
Rés. secondaires et logts occasionnels en 2006 (Insee)	525 806	17%	124 542	4%	401 264	13%	2 541 586	83%	3 067 392
total emplacement de camping en 2006	82 775	9%	4 799	1%	77 976	8%	843 025	91%	925 800
total chambres d'hotel en 2006	349 599	57%	136 581	22%	213 018	35%	264 114	43%	613 713
Actifs occupés 15 ans ou plus en 2006 (princ)	13 274 818	52%	4 626 774	18%	8 648 044	34%	12 295 168	48%	25 569 986
Emplois au LT en 2006 (princ)	15 781 738	62%	5 101 120	20%	10 680 618	42%	9 477 158	38%	25 258 896
Retraites et pensions : nombre 2007	5 451	47%	1 432	12%	4 018	35%	6 121	53%	11 572
Nbre de retraités arrivés dans la commune dans les 5 années passées	436 095	36%	95 443	8%	340 652	28%	762 529	64%	1 198 624

Source : L'ŒIL, d'après Insee 2006

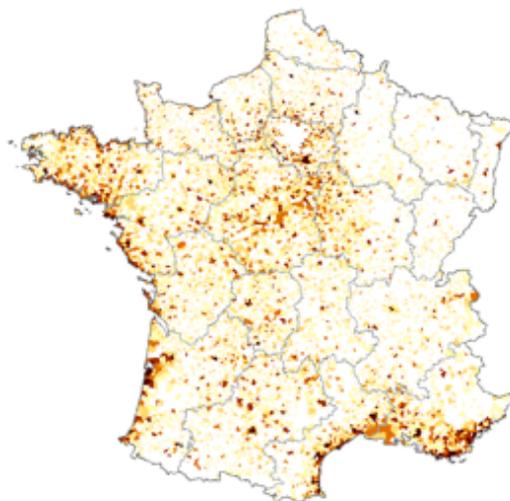
a-SPR des navettes

PARIS



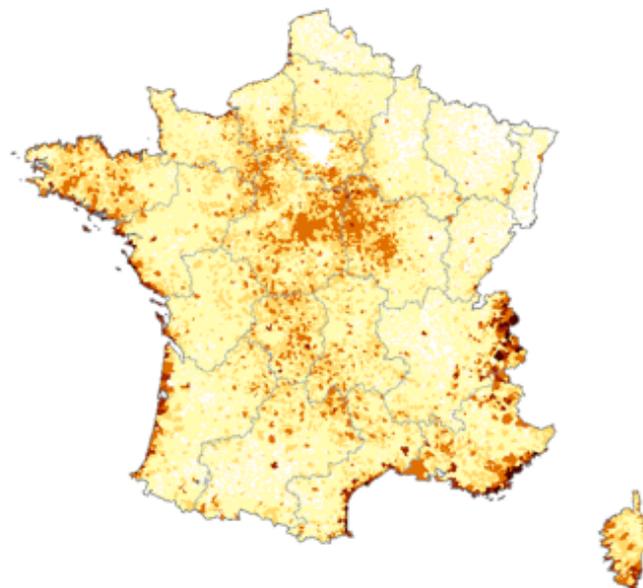
Dist. moy. ou portée du SPR : 99 km

b-SPR des retraites



Dist. moy. ou portée: 348 km

c-SPR des résidences secondaires

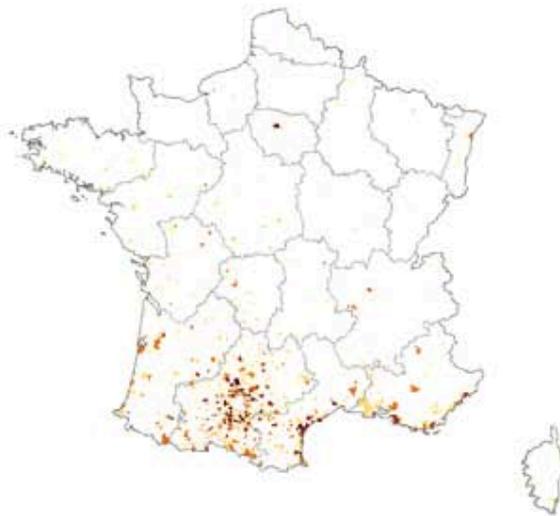


Dist. moy. ou portée : 372 km

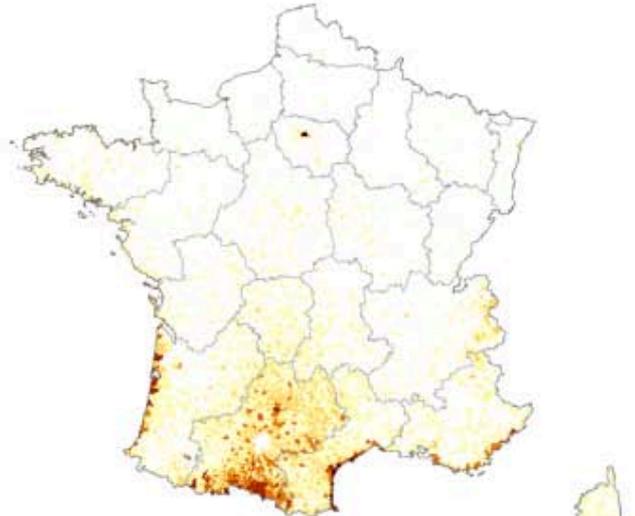
## TOULOUSE



Dist. moy. ou portée du SPR : 46 km



Dist. moy. ou portée: 140 km



Dist. moy. ou portée : 157 km

## RENNES



Dist. moy. ou portée du SPR : 32 km



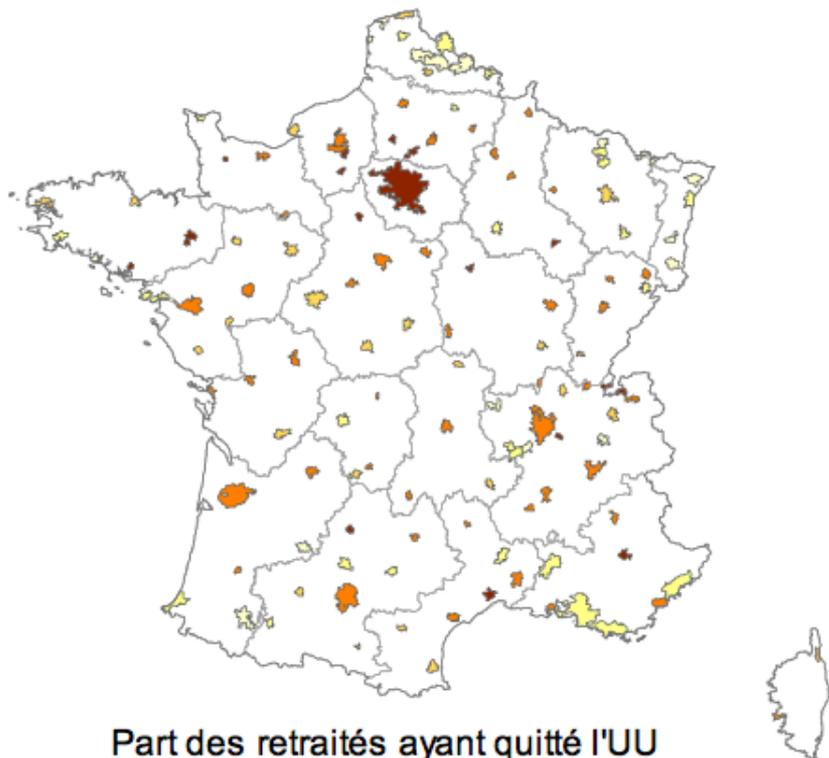
Dist. moy. ou portée: 120 km



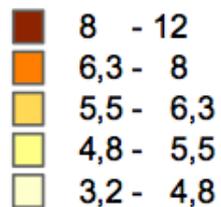
Dist. moy. ou portée : 134 km

## Carte II-B-3 : Intensité et portée des SPR de retraites

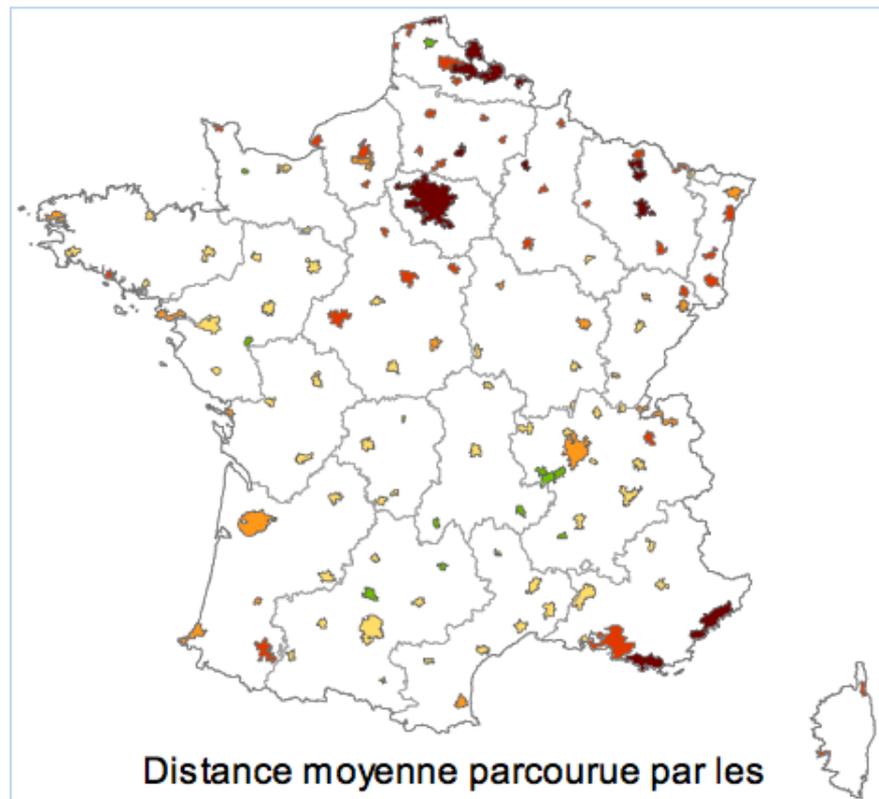
### a- Intensité du SPR retraites



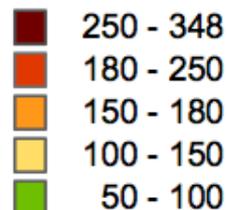
Part des retraités ayant quitté l'UU  
dans le total des retraités, en %



### b- Portée du SPR retraites

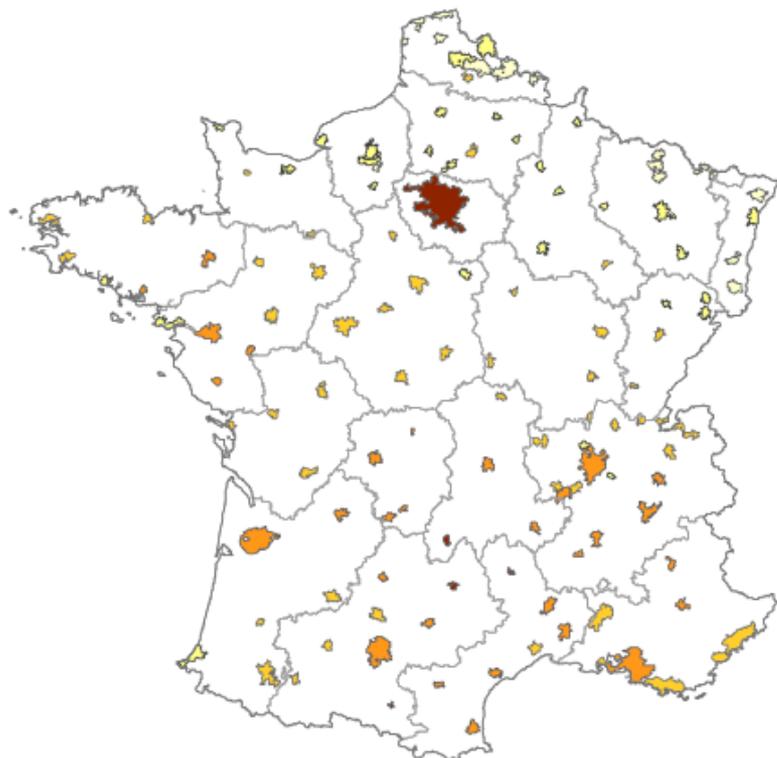


Distance moyenne parcourue par les  
retraités ayant quitté l'UU (km)

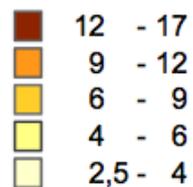


## Cartes II-B-4 : Intensité et portée des SPR de résidences secondaires

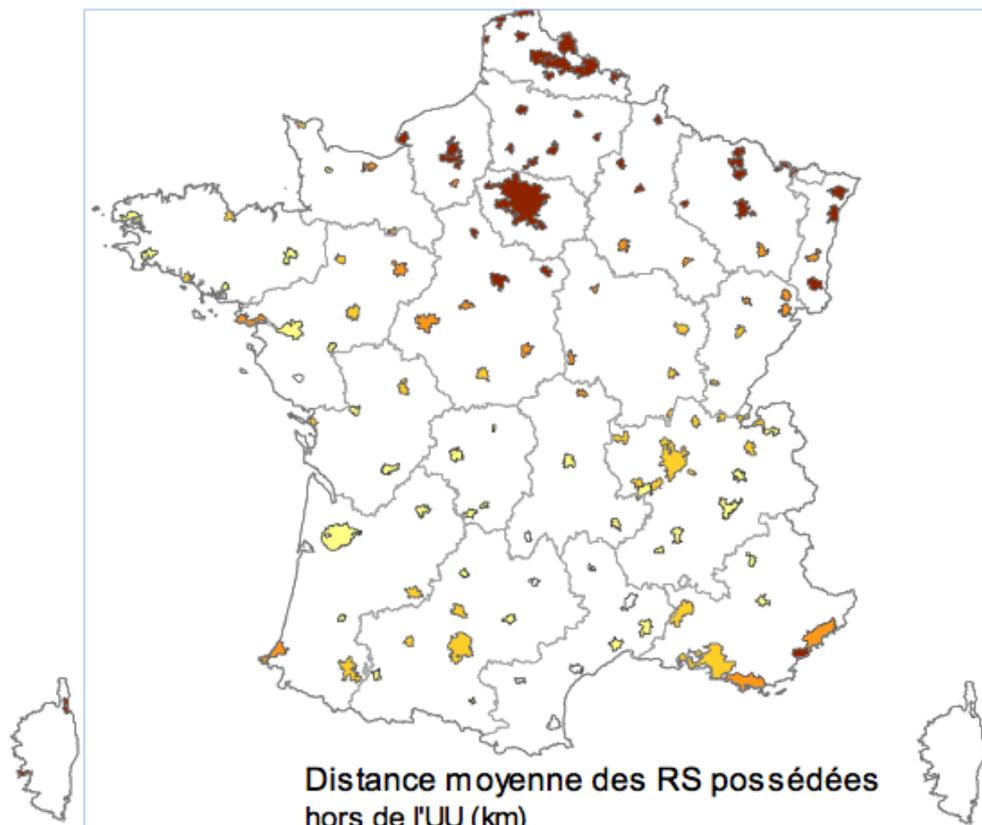
### a- Intensité du SPR résidences secondaires



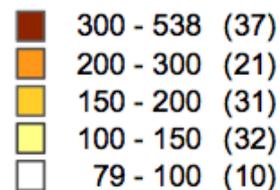
Part des proprio de RS situées  
hors de l'UU dans le total des RP, 2006 (%)



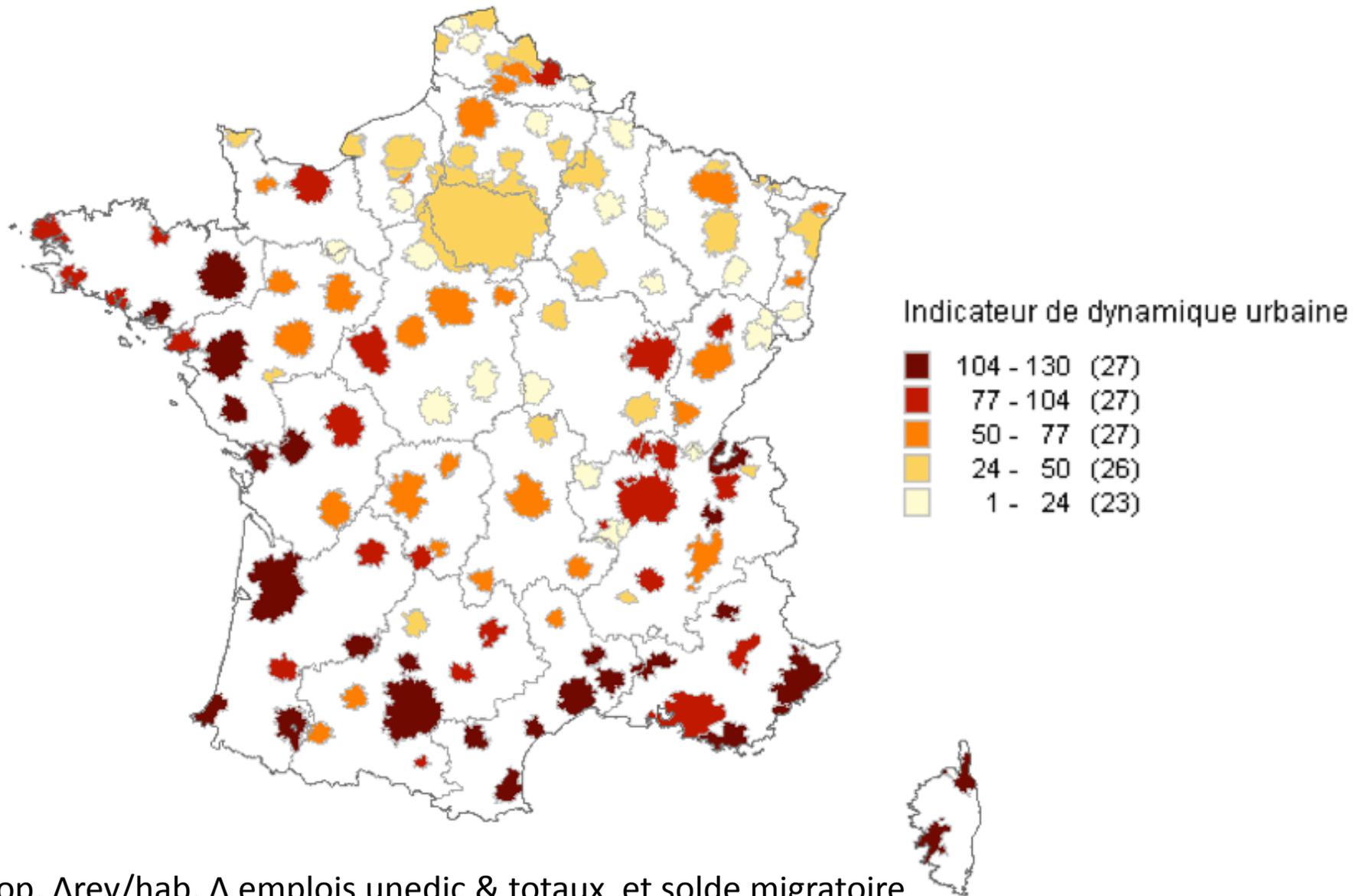
### b- Portée du SPR résidences secondaires



Distance moyenne des RS possédées  
hors de l'UU (km)



Carte II-C-1 : Indicateur de dynamique urbaine pour 130 aires urbaines  
- dynamique entre 1999 et 2006 -

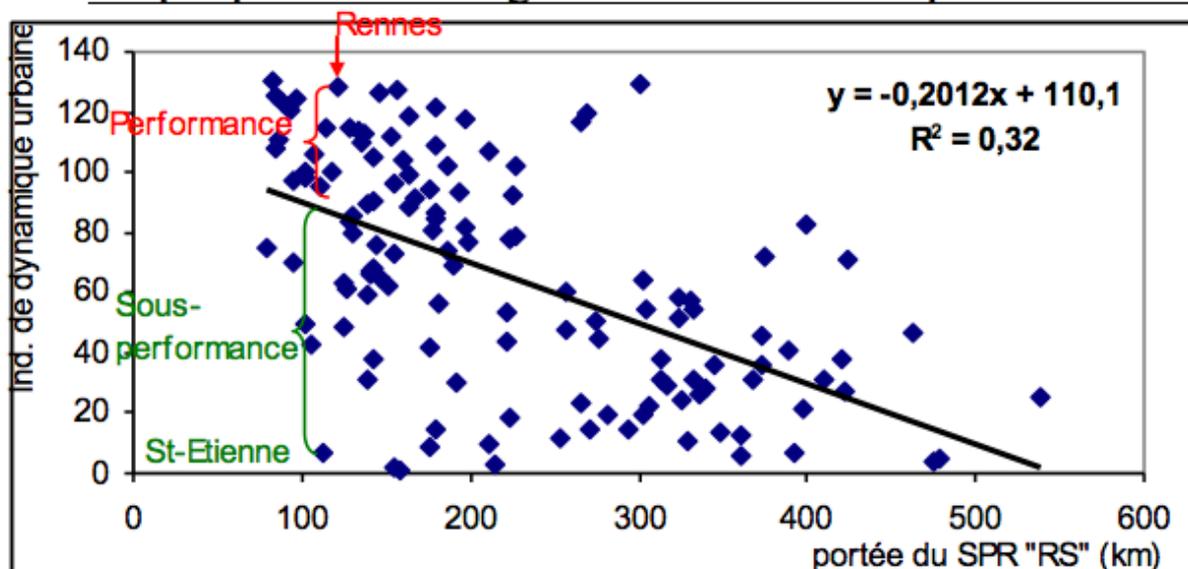


## Tableau II-C-2 : Coefficients de corrélation entre l'IDU et les caractéristiques des 130 SPR

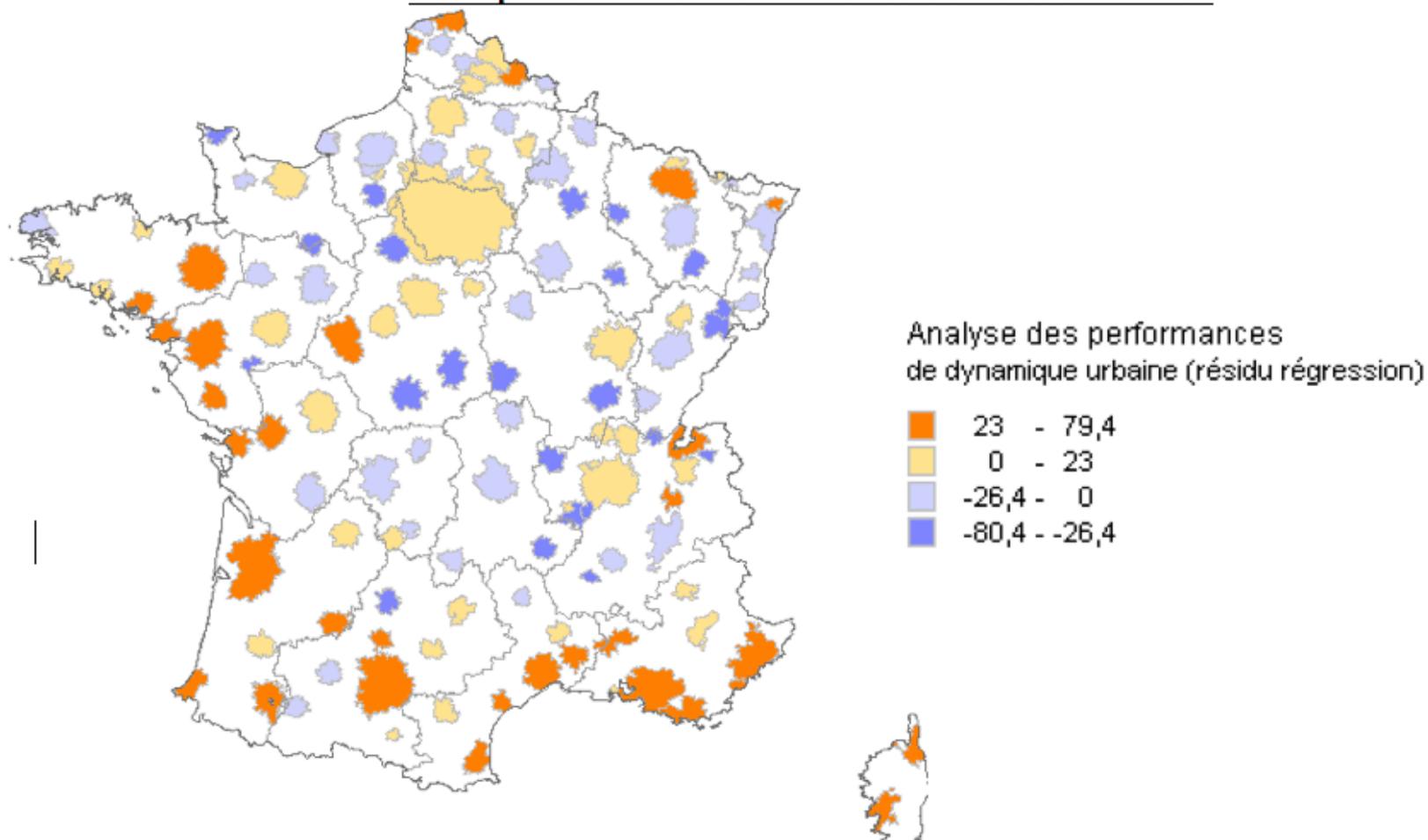
Coefficient de corrélation (Pearson) :

Variables	Indicateur de dynamique urbaine
Intensité SPR navettes	-0,12
Portée SPR navettes	0,17
Intensité SPR retraites	0,06
Portée SPR retraites	<b>-0,22</b>
Intensité SPR résidents secondaires	<b>0,49</b>
Portée SPR résidents secondaires	<b>-0,57</b>

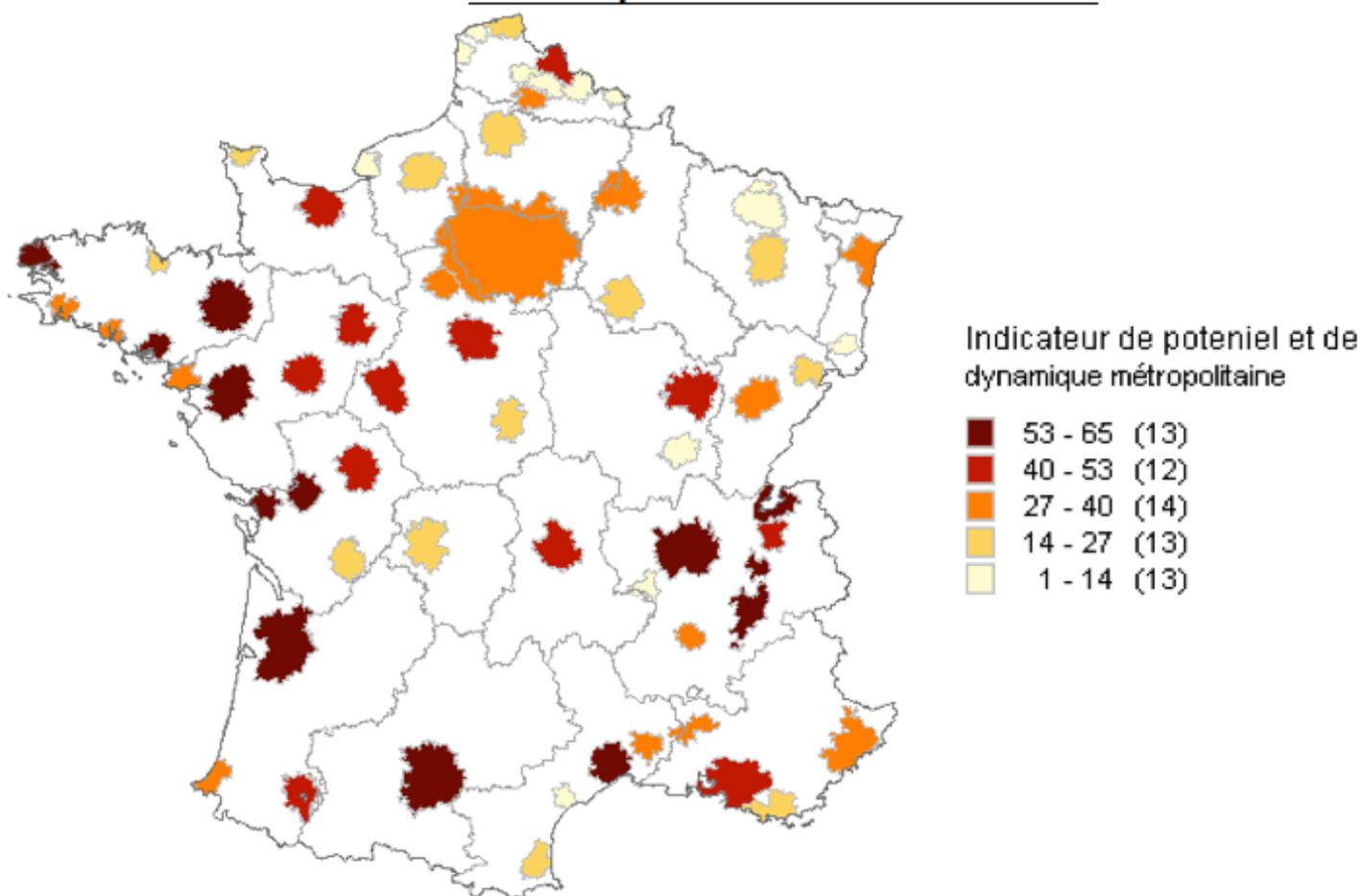
Graphique II-C-4 : Régression entre IDU et portée du SPR



Carte II-C-5 : Performance des aires urbaines en matière de dynamique urbaine compte tenu de la portée de leur SPR de résidents secondaires



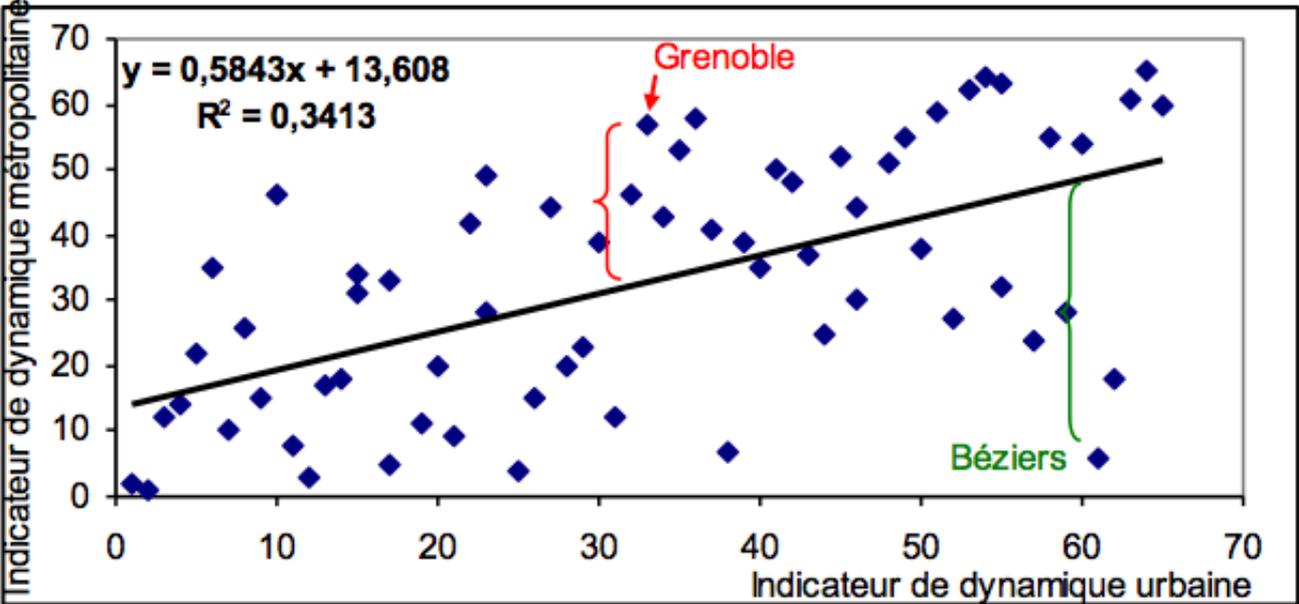
Carte II-C-7 : Indicateur de potentiel de dynamisme métropolitain  
- les 65 premières aires urbaines -



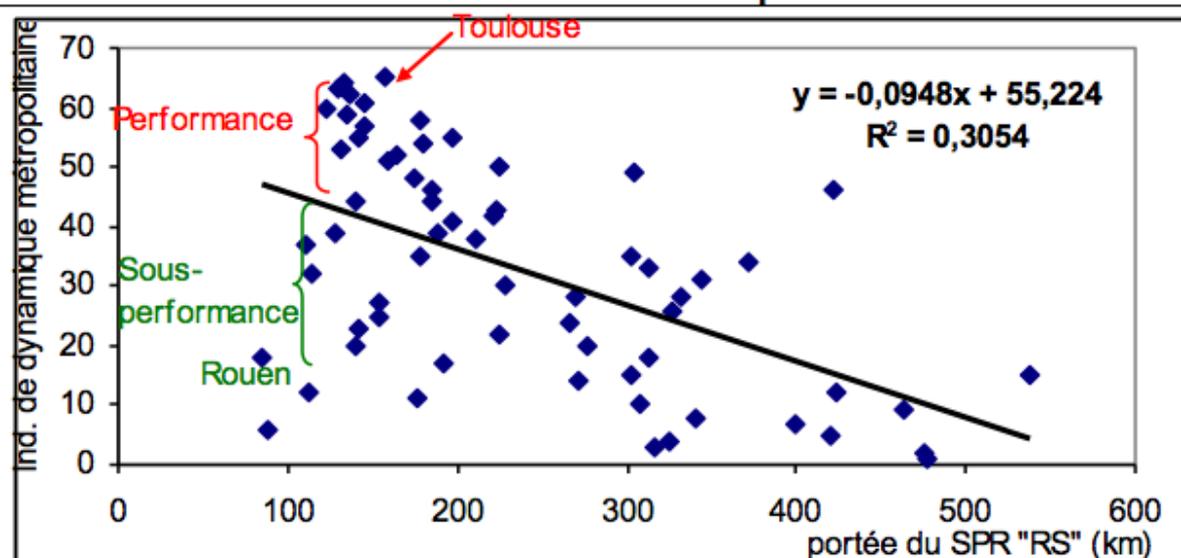
Notes :

L'indicateur de potentiel et de dynamique métropolitaine est construit selon la méthode de rang (ou ranking) à partir de la part dans l'emploi des cadres dans les fonctions métropolitaines en 2007, de l'évolution de ces emplois entre 1999 et 2007, de la performance en matière d'attractivité des cadres compte tenu de la population des aires urbaines. Il permet d'attribuer un score allant de 1 à 65 aux 65 aires urbaines étudiées. 1 pour la moins dynamique, 130 pour la plus dynamique.

Graphique II-C-8 : Corrélation entre indicateur de potentiel de dynamisme métropolitain et indicateur de dynamique urbaine



**Graphique II-C-10 : Corrélation entre l'indicateur de dynamique métropolitaine et la portée du SPR des résidences secondaires – 65 premières aires urbaines**

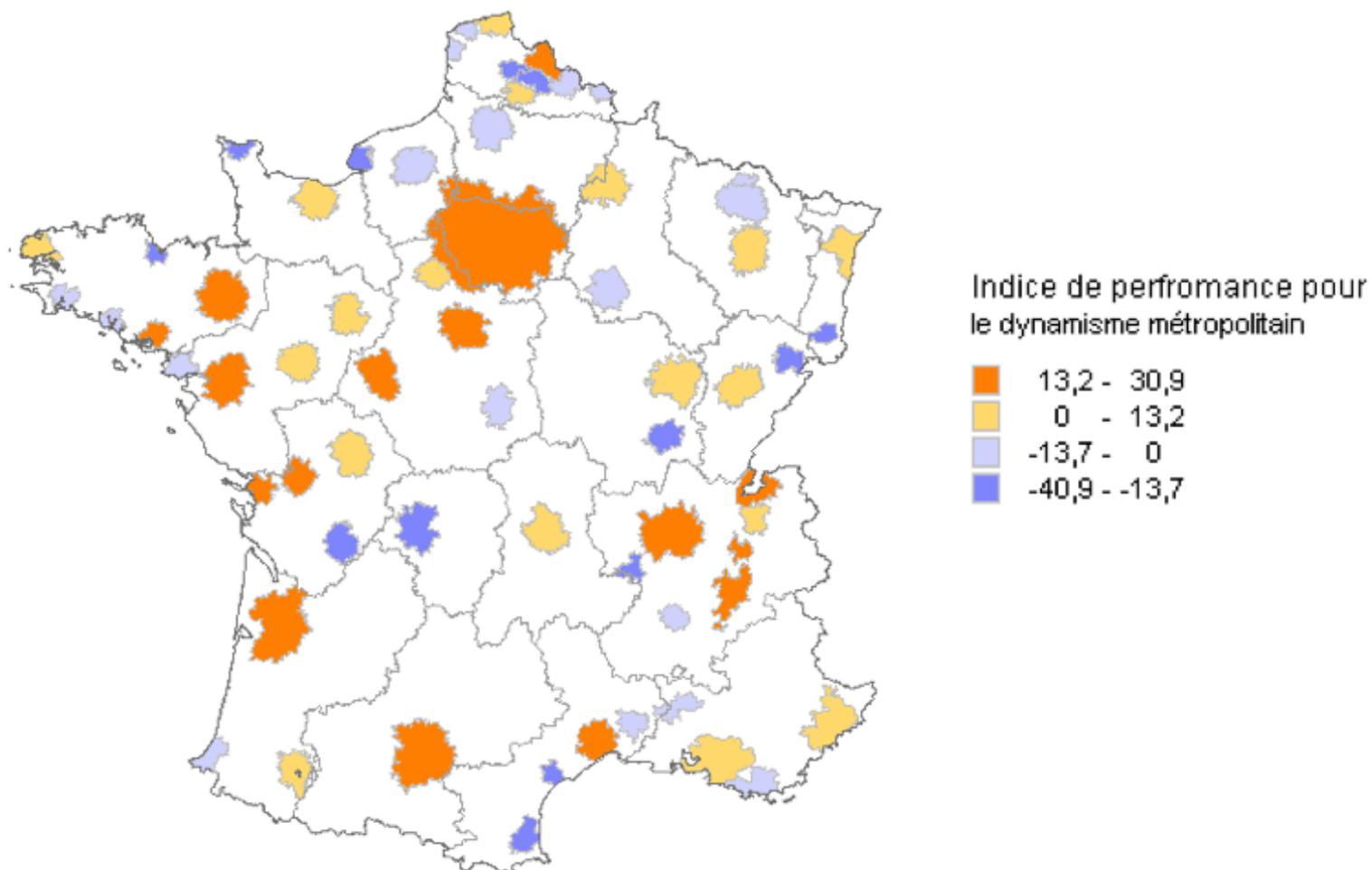


Notes :

- L'indicateur de potentiel et de dynamique métropolitaine est construit selon la méthode de rang (ou ranking) à partir de la part dans l'emploi des cadres dans les fonctions métropolitaines en 2007, de l'évolution de ces emplois entre 1999 et 2007, de la performance en matière d'attractivité des cadres compte tenu de la population des aires urbaines. Il permet d'attribuer un score allant de 1 à 65 aux 65 aires urbaines étudiées. 1 pour la moins dynamique, 130 pour la plus dynamique.
- Portée du SPR : distance moyenne entre le départ et la destination du flux (km)

Source : L'CEIL, d'après Insee 2006, Filocom-SOeS 2007

Carte II-C-11 : Performance des aires urbaines en matière de dynamique « métropolitaine » compte tenu de la portée de leur SPR de résidents secondaires



## *Ce que les aires urbaines "rendent" à leurs hinterlands*

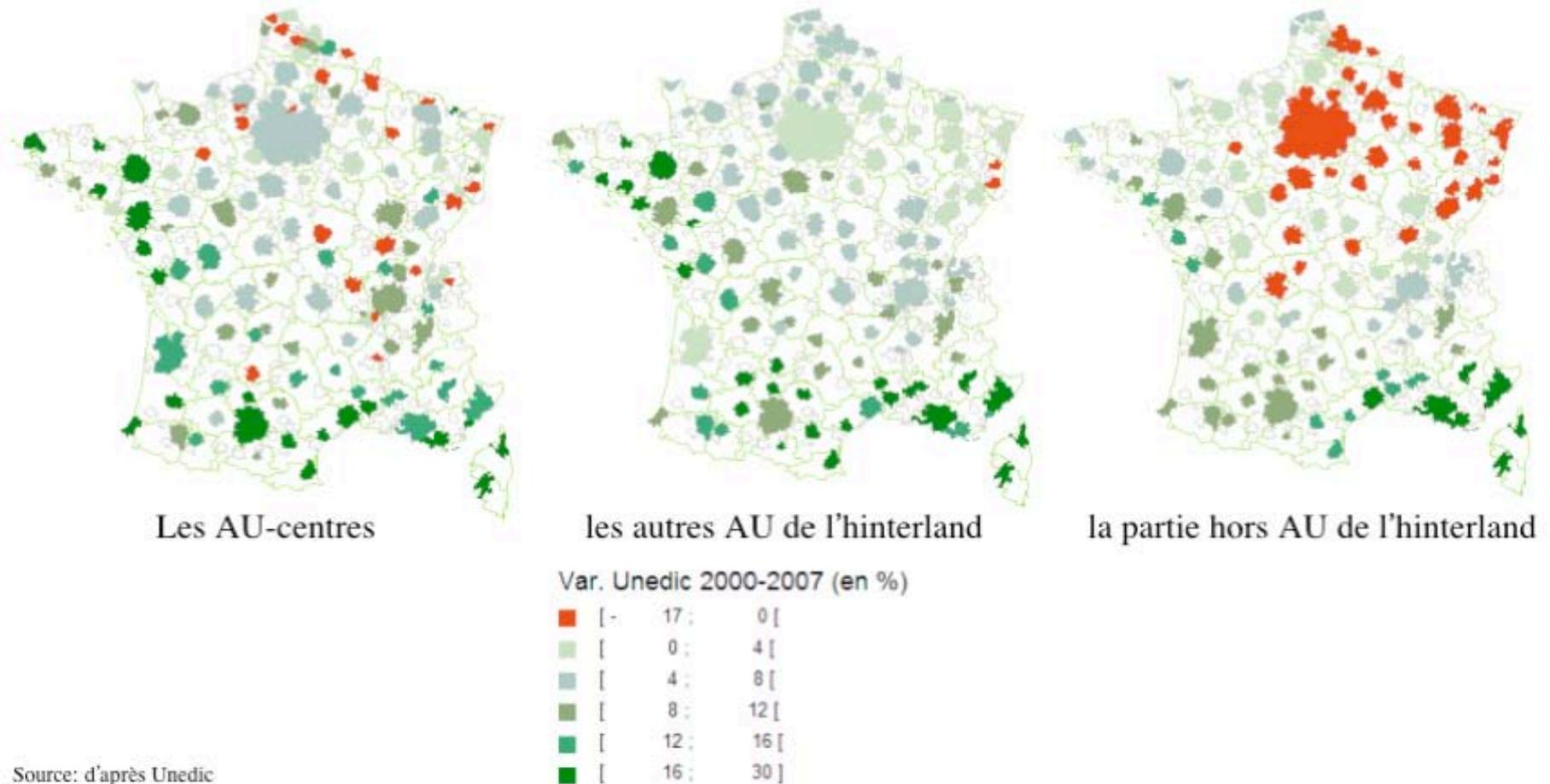
Tableau III-C-7 : Coefficients de corrélation d'indicateurs de développement (dynamique et structure) entre leurs valeurs pour les 131 aires urbaines étudiées et la partie de leurs hinterlands hors aire urbaine et faisant partie d'une autre aire urbaine.

	Hinterland "hors AU"	Hinterland "in "autre AU"
$\Delta$ emploi salarié privé 2000-2007	0,32	0,21
$\Delta$ population 1990-2006	0,38	0,002
Solde migratoire 1990-2006	0,61	0,008
$\Delta$ revenu/habitant 2000-2005	0,13	0,06
Part des pop. de - de 20 ans 2006	0,63	0,56
Part des pop. de + de 60 ans 2006	0,4	0,27
Revenu par habitant 2005	0,28	0,1
Dépenses touristiques par habitant	0,59	0,26
Part retraités des anciens cadres	0,26	0,04

*Sources : d'après Insee, DGI, Filocom-SOeS 2007*

# *Ce que les aires urbaines "rendent" à leurs hinterlands*

Cartes III-C-8 : Variation de l'emploi salarié dans les aires urbaines et leurs hinterlands. 2000-2007.

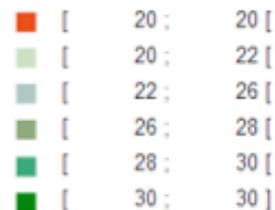


# *Ce que les aires urbaines "rendent" à leurs hinterlands*

**Tableau III-C-9 : Part de la population de moins de 20 ans dans les aires urbaines et leurs hinterlands. 2006**

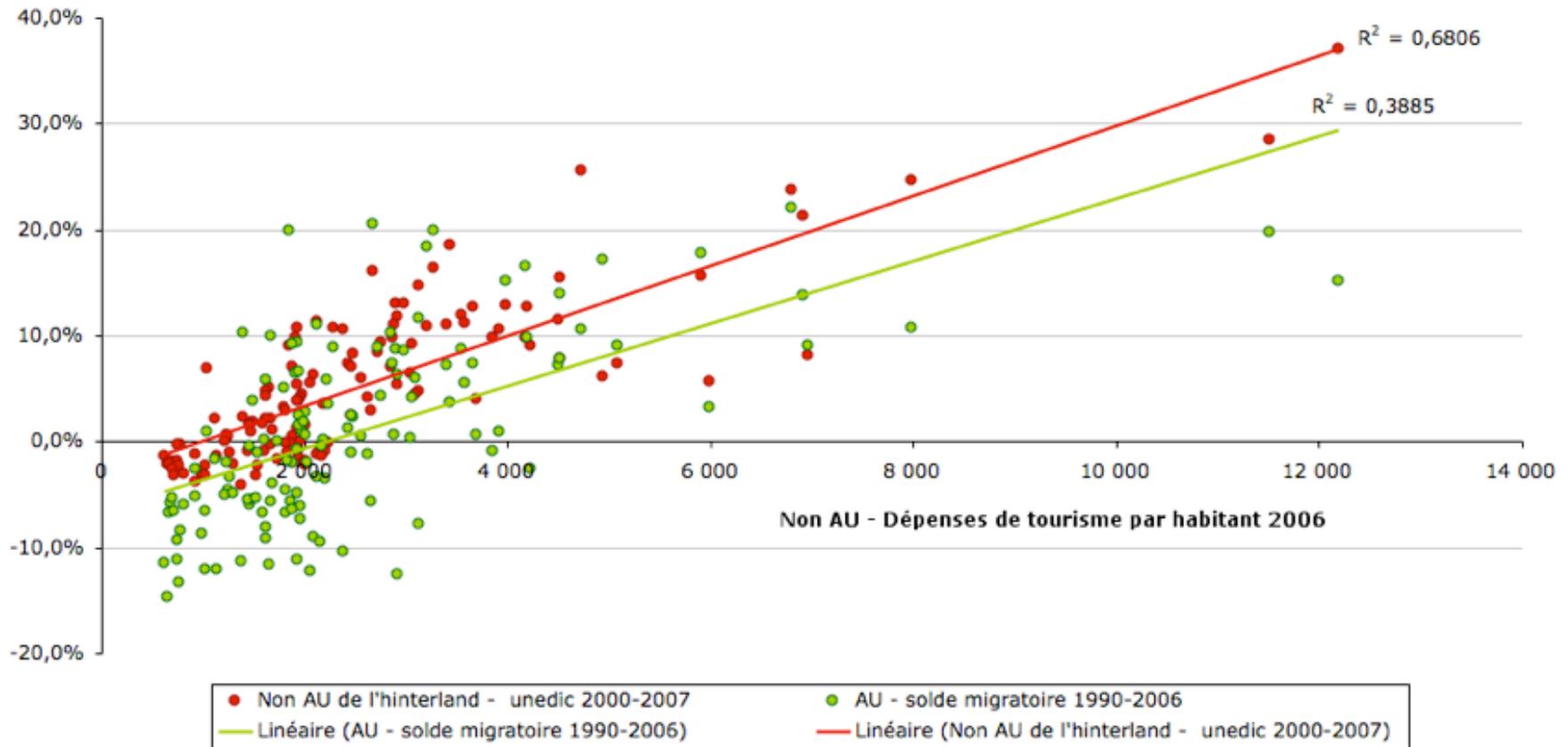


Part des moins de 20 ans dans pop. 2006(en %)



# Ce que les aires urbaines "rendent" à leurs hinterlands

Graphe III-C-10 : La relation entre les niveau des dépenses touristiques (totales) par habitant dans les hinterlands « non AU » et (i) l'évolution de leur emploi salariés privé et (ii) le solde migratoire de leur AU Centre.



Source: d'après Filocom-SOeS 2007, Insee, Unedic et DGI







